



FCE

COMMUNITAS

*Foyer Catholique Européen
Europese Katholieke Foyer
Foyer Cattolico Europeo
European Catholic Centre
Europäisches Katholisches Foyer
Katolické Centrum Europejskie
Europaeiske Katolske Center
Foyer Católico Europeo
Foyer Catolico Europeu*



Le Foyer ne bénéficie d'aucune subvention. Vos dons seront les bienvenus!

Notre compte bancaire : n° 210-0370661-76 chez Fortis banque

Données internationales :

Code IBAN : BE91 2100 3706 6176 — Code BIC : GEBABEBB



EDITORIAL

Chers Amis,

le **voyage historique de Benoît XVI au Cameroun et en Angola** (17 au 23 mars) a été pour le Pape l'occasion d'appeler à la justice et à la réconciliation sur le continent africain déchiré par des conflits meurtriers. Benoît XVI a placé l'année 2009 sous le signe de l'Afrique, où l'Église catholique connaît un dynamisme important.

Dans ce contexte il a remis aux évêques africains le document préparatoire (en latin "*instrumentum laboris*") du synode qui se tiendra en octobre dont le thème est "*L'Église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix*". Ce document met l'accent sur la nécessité pour les Africains de "prendre leurs propres responsabilités" dans le destin du continent en proie au sous-développement et à la violence, sans tout attendre de l'Occident.

L'**article de Isabelle de Gaulmyn** (*La Croix* du 18 avril 2009) nous donne un résumé des thèmes touchés par le Pontife tout au long de ce voyage, tandis que le renvoi au site du Vatican nous permet d'accéder aux textes des interviews et des discours prononcés par le Saint-Père, traduits dans les différentes langues.

C'est le moyen pour le Foyer Catholique Européen de remercier Benoît XVI pour son oeuvre infatigable de défense de l'homme au-delà de toute polémique captieuse.

Justement face à certaines réactions hyperlaïcistes et anticléricales prédominantes dans la société occidentale – et belge, en particulier – *Communitas* propose à l'appréciation de chacun **ce que le Pape a vraiment dit** à propos de la lutte contre le SIDA, et l'**extrait, sur ce thème, d'un article apparu sur « *Aggiornamenti sociali* » en juillet/août 2006 à la signature de Carlo Casalone s.j.**, actuellement Provincial d'Italie de la Compagnie de Jésus, dont beaucoup d'entre nous se souviennent parmi les prêtres du Foyer il y a une dizaine d'années.

Enfin, à l'occasion des élections européennes des 4/7 juin prochains, *Communitas* vous propose l'***Election Memorandum*** rédigé par nos amis de l'O.C.I.P.E., ainsi que l'appel lancé par l'**IXE** pour «*Surmonter la crise et les défis des temps actuels grâce à une Europe plus unie, plus solidaire, plus ouverte sur le monde*».

Roberto Pietrasanta
Président du Foyer Catholique Européen

[\(SOMMAIRE\)](#)

Benoît XVI appelle l'Afrique à la réconciliation

La Croix, 18(avril 2009)

Le pape Benoît XVI a quitté l'Angola lundi 23 mars, au terme d'un voyage pastoral d'une semaine en Afrique, en appelant les dirigeants politiques à placer les "aspirations des populations les plus démunies" avant leurs intérêts personnels. Les visages sont fermés. Dans la foule des jeunes qui se bousculent, sous une chaleur écrasante, contenue tant bien que mal par des scouts trop peu nombreux, des cris s'élèvent, des bagarres éclatent. Quelques rares bouteilles d'eau provoquent immédiatement des cohues, d'une violence incroyable. On ne le sait pas encore, mais, déjà, la fête qui aurait dû avoir lieu entre le pape et les jeunes, à Luanda, au stade des Coqueiros, samedi 21 mars, est endeuillée par le décès de deux jeunes filles âgées de 14 et de 16 ans, mortes écrasées au milieu de cet événement organisé en dépit du bon sens le plus élémentaire .

Qui écoute le pape, que l'on a ainsi invité à parler, à presque 82 ans, dans cette chaleur suffocante ? Quel est le sens d'un tel rendez-vous devant des jeunes ni préparés ni encadrés, surtout avec un texte, comme toujours avec le pape Ratzinger, exigeant et intéressant, mais peu ajusté à la jeunesse qui se trouve devant lui...

"Torrents de larmes"

Comme le confiait le matin même Sœur Espérance-Marie, les Angolais sortent « de cinq cents ans de colonisation, suivis de trente ans de guerre civile », et, de ce fait, « les gens ont encore peur, ils sont très marqués par ce passé si lourd et violent ».

De fait, l'Angola se remet tout juste « des torrents de larmes que tant de vous ont versés », dira Benoît XVI aux jeunes, évoquant avec justesse « les sombres nuages qui couvrent encore le ciel de vos rêves les plus beaux ».

Le pays, a-t-il dénoncé dimanche [lors de la messe](#), devant 500 000 personnes, a subi le « pouvoir destructeur de la guerre civile, la chute vertigineuse dans le tourbillon de la haine et de la vengeance, le gaspillage des efforts de générations de personnes honnêtes ».

Ce n'est pas l'apanage de l'Afrique, et le pape, lorsqu'il descend de l'avion, prend soin de rappeler qu'il vient d'un pays et appartient à une génération qui « a connu la guerre et la division entre frères d'une même nation, en raison d'idéologies destructrices et inhumaines qui faisaient peser le joug de l'oppression sous la fausse apparence du rêve et de l'illusion ».

Violence de la guerre, violence économique, violence politique

Dans les deux pays traversés cette semaine, le Cameroun et l'Angola, on ne peut qu'être frappé par l'agressivité, la corruption, l'injustice et la pauvreté qui suintent à chaque coin de rue. L'appel de Benoît XVI à éradiquer cette violence aura été le fil rouge de ce voyage en Afrique.

La première des violences, c'est celle de la guerre, et le pape a donc plaidé pour la

réconciliation nécessaire, qui sera d'ailleurs le thème du prochain [Synode sur l'Afrique](#). «L'Évangile nous enseigne que la réconciliation – une réconciliation vraie – ne peut être que le fruit d'une conversion, d'un changement du cœur, d'une nouvelle façon de penser », a-t-il expliqué dimanche. C'est pour cela qu'il est venu en Afrique, « précisément pour annoncer ce message de pardon, d'espérance et d'une vie nouvelle dans le Christ ».

Violence, aussi, d'un développement économique, qu'il souhaite plus équilibré. « Il est essentiel qu'il tienne ce propos, estime ainsi le F. Evaristo Pascual, franciscain. Alors que nous sommes en pleine reconstruction, les richesses sont aujourd'hui concentrées dans les mains d'un tout petit groupe. Il reste beaucoup d'enfants qui ne sont pas scolarisés, des écoles à construire. L'État doit bien aujourd'hui s'appuyer sur l'Église pour le faire. »

Le pape a réitéré cet appel lundi 23 mars, avant de quitter le sol africain, devant le président angolais José Eduardo dos Santos : "Qu'il me soit permis de faire ici un appel final. Je voudrais demander que la réalisation légitime des aspirations fondamentales des populations les plus démunies constitue la préoccupation principale de ceux qui assument les charges publiques".

Violence encore de systèmes politiques corrompus et dictatoriaux. Le thème de la corruption des élites politiques parcourt l'ensemble du document de l'*Instrumentum laboris*, que Benoît XVI est venu remettre.

Insistance sur les droits de la femme africaine

[Devant les ambassadeurs](#), vendredi matin, le pape n'a pas mâché ses mots, invitant les hommes politiques « à éradiquer une fois pour toutes la corruption », en mettant en place un gouvernement transparent, une magistrature indépendante, des moyens de communications sociales libres. On en est loin .

Le gouvernement angolais n'aurait pu mieux le montrer, lorsque, pour ce même discours, il a interdit l'accès de la résidence présidentielle aux journalistes et photographes étrangers, y compris ceux de *l'Osservatore Romano* !

Violence, enfin, d'une culture qui perd son identité profonde. À ce propos, le pape a insisté à de nombreuses reprises sur les droits de la femme africaine. Devant les évêques au Cameroun, lors de la messe à Yaoundé, devant les diplomates encore, à Luanda, et, surtout, devant les associations de femmes africaines, dimanche après-midi, quand il a invité tous les hommes à s'interroger « dans quelle mesure la conduite des hommes, leur manque de sensibilité ou de responsabilité peuvent (...) être la cause » de la situation des femmes.

"La sorcellerie représente un gros problème"

Mais dans ce triste inventaire, Benoît XVI n'oublie pas l'Église elle-même. À plusieurs reprises, il a évoqué la corruption qui traverse ses structures, exhortant aussi les catholiques, et notamment leurs responsables, à mener une vie conforme à l'Évangile qu'ils annoncent.

[Samedi matin](#), devant les prêtres, religieux et religieuses de l'Angola, il est parti d'une méditation sur le Dieu, le « bon médecin », le « seul qui peut guérir », pour inviter les catholiques à se libérer de « la peur des esprits, des pouvoirs néfastes » qui vont jusqu'à « condamner les enfants des rues, et aussi les anciens, parce que ce sont des sorciers ».

« La sorcellerie représente un gros problème ici, témoigne aussi le P. Efrem Tresoldi, combonien, d’Afrique du Sud. Même chez les Africains catholiques, quand viennent les difficultés, les maladies, on revient aux anciennes pratiques », pratiques parfois exercées par les prêtres eux-mêmes.

« Une conversion des cœurs à l’Évangile »

Vaste programme, dira-t-on, dont l’étendue découragerait les volontés les plus énergiques. Mais justement, la clé du message du pape aux Africains, c’est que tout commence ici, en Afrique. Tout dépend des Africains, « le renouvellement débute en vous », « la force de l’avenir dynamique se trouve en vous » .

Benoît XVI ne s’est pas contenté de rappeler les maux dont souffre le continent. Il a appelé ses habitants à y répondre eux-mêmes, en puisant dans un « patrimoine spirituel et culturel les valeurs positives dont l’Afrique est riche » et en invitant à « une conversion des cœurs à l’Évangile » .

Car, comme il l’a dit joliment sur le tarmac de l’aéroport de Luanda, devant l’avion qui l’avait emmené en Angola, vendredi, « Dieu a accordé aux hommes le pouvoir de s’élever avec les ailes de la raison et de la foi ». Si « vous vous laissez emporter sur ces ailes », a-t-il poursuivi, filant la métaphore, « il ne vous sera pas difficile alors de reconnaître dans l’autre un frère, né avec les mêmes droits humains fondamentaux ».

Isabelle de GAULMYN, à Luanda, en Angola

[\(SOMMAIRE\)](#)

Le voyage du Pape: discours et interview

http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/travels/2009/index_camerun-angola_fr.htm

[\(SOMMAIRE\)](#)

Ce que le Pape a vraiment dit sur la lutte contre le SIDA

Votre Sainteté, parmi les nombreux maux qui affligent l’Afrique, il y a également en particulier celui de la diffusion du sida. La position de l’Eglise catholique sur la façon de lutter contre celui-ci est souvent considérée comme n’étant pas réaliste et efficace. Affronterez-vous ce thème au cours du voyage?

Je dirais le contraire: je pense que la réalité la plus efficace, la plus présente sur le front de la lutte contre le sida est précisément l’Eglise catholique, avec ses mouvements, avec ses différentes réalités. Je pense à la Communauté de Sant’Egidio qui accomplit tant, de manière visible et aussi

invisibile, pour la lutte contre le sida, aux Camilliens, et tant d'autres, à toutes les sœurs qui sont au service des malades. Je dirais qu'on ne peut pas surmonter ce problème du sida uniquement avec de l'argent, pourtant nécessaire. Si on n'y met pas l'âme, si les Africains n'aident pas [*en engageant leur responsabilité personnelle*], on ne peut pas résoudre ce fléau par la distribution de préservatifs: au contraire, ils augmentent le problème. La solution ne peut se trouver que dans un double engagement: le premier, une humanisation de la sexualité, c'est-à-dire un renouveau spirituel et humain qui apporte avec soi une nouvelle manière de se comporter l'un envers l'autre, et le deuxième, une véritable amitié également et surtout pour les personnes qui souffrent, la disponibilité, même au prix de sacrifices, de renoncements personnels, à être proches de ceux qui souffrent. Tels sont les facteurs qui aident et qui conduisent à des progrès visibles. Je dirais donc cette double force de renouveler l'homme intérieurement, de donner une force spirituelle et humaine pour un juste comportement à l'égard de son propre corps et de celui de l'autre, et cette capacité de souffrir avec ceux qui souffrent, de rester présents dans les situations d'épreuve. Il me semble que c'est la juste réponse, et c'est ce que fait l'Eglise, offrant ainsi une contribution très grande et importante. Nous remercions tous ceux qui le font.

[\(SOMMAIRE\)](#)

Dall'articolo «Dialogo sulla vita» In margine a una recente intervista del card. Martini

Carlo

Casalone

S.I.

di «*Aggiornamenti Sociali*»

Studie e ricerche - luglio/agosto 2006

....., l'argomento su cui ci soffermeremo a titolo di esempio, più per precisare gli elementi in questione che per entrare in determinazioni specifiche, riguarda la discussa tematica dell'uso del profilattico nella lotta contro l'HIV/AIDS. A questo proposito il card. Martini - preso atto delle enormi proporzioni dell'epidemia e della sofferenza che essa suscita, soprattutto nei Paesi in via di sviluppo - si esprime nei termini seguenti: «Certamente l'uso del profilattico può costituire in certe situazioni un male minore» Vediamo dapprima qual è il male di cui si tratta e poi proviamo a metterlo in correlazione con il bene che si cerca di promuovere. Dal punto di vista sanitario va subito precisato che il profilattico è un mezzo insoddisfacente. Se già come contraccettivo non è totalmente affidabile (e comunque in misura inferiore ad altri metodi), a maggior ragione non lo è nell'impedire la trasmissione del virus. Occorre quindi sfatare il mito del «sesso sicuro», poiché il profilattico riduce il rischio, ma non lo elimina: una sottovalutazione di questo fatto potrebbe addirittura favorire comportamenti falsamente percepiti come privi di pericolo, con il risultato complessivo di incoraggiare pratiche a rischio e di peggiorare la situazione. Per correttezza quindi bisogna parlare, al massimo, di «sesso più sicuro». Un secondo punto negativo consiste nel lasciar intendere che una membrana di lattice possa costituire la risposta adeguata a una malattia che si trasmette attraverso gesti altamente simbolici e affettivamente carichi, in cui l'uomo e la donna mettono in comune al massimo livello di intimità le loro persone esprimendosi nel linguaggio della corporeità. È illusorio immaginare di avere a portata di mano uno strumento igienico-sanitario che risolve comodamente il problema evitando la fatica di mettere in discussione il proprio comportamento sessuale. Un tale approccio riduttivo non consente di toccare le ragioni autentiche del problema e quindi di conseguire risultati duraturi. È solo considerando le relazioni

sessuali nella profondità e importanza dei loro significati sia personali sia sociali, favorendo un serio impegno coniugale e genitoriale, che si potrà sviluppare un processo formativo efficace che includa lotta alla povertà, promozione della giustizia e integrale educazione umana. A questo punto rimane però la domanda se nel quadro di un impegno educativo più vasto e a lungo termine, non possano tuttavia darsi situazioni in cui il mancato uso del profilattico conduca a danni maggiori, mentre il suo impiego possa costituire uno strumento dentro una logica di progressiva assunzione di responsabilità, per farsi carico dell'altro proprio nel suo essere vulnerabile. Ciò non significa dare per scontata l'impossibilità della continenza e della fedeltà nella coppia, ma predisporre i passi che vi conducono in modo sempre più compiuto, a partire dalla situazione in cui le persone effettivamente si trovano. Per esprimersi nei termini del papa Giovanni Paolo II, non si tratterebbe di gradualità della legge, ma di legge della gradualità, calibrando con pazienza la propria parola sulla capacità degli interlocutori di accoglierla e di praticarla, e contemporaneamente tutelando al meglio il bene della vita e della salute propria e/o altrui. Presentando un messaggio completo ed equilibrato, che includa sia le informazioni sanitarie sia la loro rilevanza etica, sembra effettivamente possibile ottenere progressi consistenti e durevoli. Emblematici sono i casi della Costa d'Avorio e dell'Uganda, dove si è assistito a un calo della diffusione dell'epidemia grazie non solo a un maggior uso del profilattico ma anche, e forse soprattutto, a una minore frequenza di relazioni sessuali nell'età dell'adolescenza e fuori della coppia, cioè a una migliore attuazione del valore della fedeltà, favorendo la crescita in libertà rispetto alle proprie pulsioni sessuali e sottoponendo a discernimento l'esercizio della sessualità rettamente compresa. Ricordiamo ancora che nella storia recente erano già state espresse opinioni favorevoli su questioni che presentavano una certa somiglianza con il problema in esame: l'uso di contraccettivi orali in circostanze estreme. La domanda si presentò per la prima volta nel 1961, quando «il Papa avrebbe concesso alle suore nell'ex Congo Belga il ricorso alla pillola», in zone in cui c'erano stati numerosi casi di violenza sessuale a carico di religiose. Insigni teologi convennero sulla liceità dell'assunzione di contraccettivi per impedire la gravidanza, sulla base di due principi: quello di legittima difesa, pur interpretato con una certa elasticità, poiché il principio prevede che l'ingiusta aggressione da cui difendersi sia in atto e non solo prevista; quello di totalità, in quanto la soppressione temporanea di una funzione intende «evitare un notevole danno di tutto il corpo o dell'intera personalità». Il problema si ripresentò e fu risolto nello stesso modo nei primi anni '90, durante la guerra in Bosnia-Erzegovina, dove lo stupro delle donne fu utilizzato come arma di pulizia etnica. Su questo orientamento vige un certo consenso ed è possibile individuare situazioni riguardanti l'HIV/AIDS per cui valgono considerazioni analoghe, per esempio qualora la *partner* intendesse difendersi in caso di rapporti sessuali imposti con una qualche forma di violenza. Ma la diffusione dell'infezione per via sessuale moltiplica gli elementi in gioco e richiede maggiori articolazioni: il profilattico potrebbe essere utilizzato per impedire la trasmissione del virus non tanto a un eventuale figlio (quindi non come contraccettivo), quanto piuttosto al(la) *partner*. Inoltre il caso potrebbe presentarsi in un contesto non di aggressione, ma di vita matrimoniale in cui uno dei coniugi sia sieropositivo.

Rimane infine la domanda su chi sia «il soggetto cui tocca esprimere pubblicamente tali cose», poiché occorre tenere distinti i criteri che guidano la ricerca del maggior bene possibile per le singole persone dalle campagne informative e dalle politiche pubbliche. Infatti è importante evitare una comunicazione che renda difficile l'articolazione dei diversi elementi e livelli, favorendo una ricezione solo parziale e quindi fuorviante del messaggio. Da questa breve panoramica si intravedono l'importanza e la delicatezza delle poste in gioco, che vanno a toccare l'intera materia dell'etica sessuale e coniugale, non solo nei suoi contenuti, ma anche nelle categorie antropologiche con cui la si interpreta. Non può che suscitare consenso quindi la decisione del papa Benedetto XVI che, come ha dichiarato il card. Lozano Barragán, prefetto del Pontificio Consiglio per la Pastorale della Salute, ha istituito una commissione pontificia per studiare approfonditamente la problematica.

[\(SOMMAIRE\)](#)

Election Memorandum

It's your choice

In June, Europeans elect the members of the next European Parliament. The European Union seems to many a bureaucratic entity far removed from Europe's citizens. But a careful vote in the elections is one way of strengthening the democratic accountability of the EU.

We at the Jesuit European Office in Brussels have chosen to focus briefly on certain themes that seem to us to deserve voters' particular attention.

A short memo can only indicate a few salient points, but further information is available through the links provided. The four issues we have chosen illustrate our approach to the kind of choices currently facing the European Union, in its internal life and in its relationship with the wider world. We can be selective since we also point our readers to three other election statements, which we willingly commend: those of our colleagues at the ecumenical Conference of European Churches, based in Brussels; of the network of Europe-based Catholic religious orders working in Africa, the Africa-Europe Faith and Justice Network (AEFJN); and of the international Catholic lay movement, Christian Initiative for Europe (IXE).

It is important to vote, and to consider our vote carefully. Yet elections take place only occasionally and are not, of themselves, the full expression of democracy. We are also well aware that certain proposals we make in this leaflet may not command general public assent or be immediately achievable: we propose directions, not instant remedies. From this perspective we add to our four policy commentaries a reflection about the nature of democracy itself as an expression of human dignity and human community.

European Solidarity

Solidarity is one of the foundations of the construction of the European Union, together with pluralism, non-discrimination and tolerance. These foundations aim to promote such values as human dignity, freedom, democracy and the respect for human rights. Solidarity seeks to distribute burdens in a fair way, diminish inequality and promote widespread opportunities.

Social protection and inclusion

Solidarity within each country concerns matters of social protection and inclusion. In 2007, more than eighty million people in the EU lived below the agreed poverty threshold. Children, single-parent families and the elderly are the principal groups at risk. Social protection is especially important in the case of unemployment. In any household, the loss of a job threatens family life. For young people, unemployment denies them opportunities to develop personal projects and professional skills; women's unemployment highlights the remaining inequality of the labour market.

Social protection and inclusion in the EU is formally the responsibility of member states. Nevertheless, several strategies have been proposed at EU level: to eradicate child poverty, to promote inclusive labour markets and eliminate financial exclusion.

The EU struggles to overcome discrimination against those with disabilities, ethnic minorities and immigrants and to promote their social integration. Europe's rising age profile challenges states' capacity to sustain their pensions systems, since the increasing number of retired people requires extra resources in terms of income support and health care.

Solidarity among European states

Solidarity within Europe has been understood among the EU's member states mainly as economic and social cohesion. To promote cohesion, the EU has established such financial instruments as the Structural Funds and the Cohesion Fund, each of which aims to reduce systematic disparities between regions and to promote equal opportunities.

The EU's enlargement to twenty-seven states has posed a major new challenge for cohesion. While the EU's territory and population have grown significantly, its wealth has remained static, and regional disparities have almost doubled. This imbalance demands sustained and vigorous action.

External Relations

The EU rightly declares its solidarity with other countries, both within and beyond Europe. This commitment implies that its foreign relations policy is at the service of peace, human rights and democratic development – in short, the promotion of equitable global relations. The EU has special duties to its neighbour countries.

Our proposals

Since poverty still manifestly exists within the EU, the commitment to eradicate it should lie at the heart of our political concerns. Social protection should be targeted at the most vulnerable groups, such as children, the sick and the elderly. Welfare systems should ensure where possible that these groups are not only the recipients of benefits, but contribute to policy-making. Social protection should ensure sustainable pensions systems. Health protection should be universal and accessible to all. By definition, social inclusion policies are aimed at those who are systematically marginalised.

Such policies need to operate at the economic, social and cultural levels, so that the wider society acknowledges and respects the contribution of minorities. Employment is a fundamental element of social integration and of family well-being. Terms of employment must therefore enable workers and their families to be responsibly independent. Especially in periods of economic crisis it is vital to protect and promote employment and to assure to the unemployed a dignified standard of living. Benefit systems must protect those in need as long as necessary, whilst promoting an active search for employment.

Solidarity between member states, particularly towards new members and their citizens, remains a serious challenge for the EU. The financial instruments of this solidarity need to be guaranteed. The EU asserts principles of transparency in the political, economic and judicial fields: however, states' failings in this respect must not lead to the penalising of their population.

The EU regards itself as a global advocate for peace and justice. To be consistent, it must direct its remarkable economic, political and scientific capacities towards promoting just and collaborative international relations. The economic and social cohesion that is good for Europe is no less good for the world at large.

Migration and Europe

Defensive EU policies

Despite current efforts there is no common European migration policy. The free movement of persons is acknowledged as a basic right within the EU, though not yet fully implemented. In the case of Bulgarian and Romanian workers, restrictions could last until 2014.

The main focus of the current harmonisation process is not that of human rights, the legal status of migrants, or the assurance of their social rights. Instead, emphasis falls on the control of borders and on effective procedures to admit migrants already holding a work contract – that is, those whom Europe needs for its labour force. Meanwhile more restrictive conditions are enforced for asylum.

Population movements

Poverty and lack of opportunities are the main causes of population displacement. The EU does not subscribe to the UN convention which applies the framework of human rights to migrant workers and their families. Yet it is the right of migrants to seek basic security for themselves and their families.

Europe has a long tradition of offering asylum to people forced to abandon their countries because of racial, political, religious or social threats. In our own day, environmental destruction has become an equally important factor. Recent European regulations make it increasingly difficult to gain acceptance as refugees.

Entry and residence conditions

This matter is primarily treated as one of security. There is a lack of protection in third countries that serve as gateways to Europe. Circular migration, the possibility of working temporarily in Europe, is presented as the model for a triple gain: the worker can migrate to Europe; Europe can find the labour force it needs, whereas the worker will not stay forever, and the country of origin will acquire trained personnel, who may also have capital to become entrepreneurs.

The 'Blue Card' scheme recognises that migrants can make great contributions to European societies. But it is vital to prevent a brain drain at the expense of the developing world, to ensure ethical recruitment practices, and to protect and strengthen the human resources of developing countries: for example, by investing in education.

Participation and social cohesion

The promotion of integration is essential across a wide range of EU policies: employment, intercultural dialogue, the promotion of fundamental rights, non-discrimination and equal opportunities, women's rights, education and professional training, and the appropriate defence of migrants' language and traditions.

Our Proposals

Access to asylum and protection needs to be extended to those who flee their homes because of violence and war. The EU must ensure that the forcibly displaced can reach our territory and engage in a fair and transparent procedure that assesses their claims.

The EU should establish open and clear admission channels. It should make information on employment opportunities available to prospective migrants, so as to curb irregular migration. We need EU policies which prevent people from risking their lives, from being plunged into the shadow economy and being abused or exploited.

The EU should not criminalise migrants. The control of irregular migrants is shifting from the courts to governmental bodies (inevitably less independent than courts) thus diminishing migrants' protection. Irregular migrants who can demonstrate their integration in the labour market and in society need to have a clear path to legal recognition. Conditions to obtain residence permits vary hugely from country to country. Harmonisation needs to be pursued, though with a clear commitment to human rights. In seeking to harmonise legislation about irregular migration, member states have reinforced provisions that force migrants to return to their countries. They have also toughened the conditions for those migrants already expelled. In the returns procedure it is unacceptable to treat minors as adults. In the case of circular migration it is not clear that a system of multi-entry visas will be established, nor how family reunification will be treated. Without clarity on these elements, circular migration would become a distorted procedure harmful to migrants.

By making family reunification more difficult, governments seriously undermine families. Governments should give recognition to married couples, their right to be united with their children and their access to services. The UN Migrant Workers' Convention clearly establishes such rights.

More information

European Migration Network: <http://emn.sarenet.es/html/index.html>

JRS Europe: <http://www.jrseurope.org/index.htm>

Migration Policy Group: <http://www.migpolgroup.com/>

Energy in Europe

Consumption 2006, EU27
Oil: 37%
Gas: 24% Nuclear: 14%
Renewables: 7%
Solid fuels: 18%

In December 2008, the European Council adopted a climate-energy package. This decision put the EU in the forefront of the fight against global warming through an ambitious new energy policy. By 2020 the EU is to reduce its CO₂ emissions by 20%, improve energy efficiency by 20%, and diversify in order to ensure that 20% of its energy comes from renewable sources (the so-called '20-20-20-objective'). The aims of this triple policy are economic, strategic and environmental. They should improve Europe's competitiveness by reducing energy costs, lessen the EU's dependence on outside suppliers, and contribute to the crucial global reduction of greenhouse emissions – one of the main factors of climate change.

The energy mix

Oil remains the primary element of the EU's fuel mix. Reliance on solid fuels has declined because of the pollution they cause, whereas gas and nuclear power have increased their share. Renewables, with a 7% share, remain far from the 20% target proposed for 2020.

The mix varies widely among member states. The UK, for example, relies mainly on oil and gas, of which it is a major producer. Other countries consume mostly oil, others again mainly solid fuels, which they in turn produce. Some countries (Belgium, France, Italy, Lithuania and Sweden) have opted for a larger share of nuclear power, and others are considering a similar shift.

Energy Dependence

The EU imports roughly 54% of the energy it consumes. Oil is the largest import, since the EU produces less than 20% of its total consumption. Most of its imports come from the OPEC states and Russia. The EU's gas production covers less than half its consumption, the main suppliers being Russia, Norway, Algeria and, in the future, possibly Iran. Once again the situation varies significantly from country to country. Denmark is almost energy-independent, Poland and the UK import around 20% of their energy, whereas Ireland, Italy, Portugal and Spain import more than 80%.

Energy and environment

The EU emitted fewer greenhouse gases in 2006 than in 1990. CO₂ emissions have steadily declined, though again the record is mixed.

Sweden, the UK and Germany are doing well, whereas Spain and Denmark are far from their targets. Energy industries generate the highest proportion of Europe's CO₂ emissions, followed by transport and manufacturing.

Our Proposals

The debate must reflect the fact that energy use, a central aspect of environmental politics, is not merely a technical question. It is inseparable from our lifestyles as, for example, through transport policy and through the impact of pollution on health. It determines many modes of development as well as affecting European economic competitiveness. We affirm the '20-20-20-objective'. It needs to be pursued without delay.

It is especially important to cultivate the use of renewables, which are inherently sustainable, and to promote them through research. The EU's Commitment to solidarity should promote the intra-European flow of oil and gas supplies as well as a more comprehensive electricity network. Therefore the EU needs good and stable relationships with its suppliers through procedures to establish fair prices and political and technical co-operation. In several cases these are neighbouring countries.

Europe's drive to secure its energy requirements should not entail distortions in international trade, for example in food markets. It is unacceptable that the promotion of biofuels should threaten people's access to food, water or land.

Finally we wish to insist that sustainability cannot be achieved by technological means alone. Nor is it only Europe's sustainability that is in question, it is that of the entire world. Therefore, as well as shifting to a reliance on renewable energy sources, Europeans will need to limit their consumption, and to accept reduced standards of comfort and convenience. The EU will need political courage to propose such lifestyle changes, and European citizens will have to show solidarity to welcome them.

EU politics and development

EU development policies are marked by a some incoherence, caused by a set of tensions between the EU's wish both to defend its own interests and to support the needs of the developing world. While the founding principles of the EU and its long-term view would lead to a greater degree of global economic and social justice, some of its policies seem to undermine this goal.

Fundamental Right to Food

European agricultural and commercial policies have not sufficiently incorporated the universal right to food. Some new European energy policies irresponsibly encourage the diversion of essential food sources towards energy production.

Social role of food

In exporting its surplus food at cut price, the EU has contributed to the destruction of local food supply chains and to the destabilisation of fragile markets in the developing world. The destruction of rural economies lead to hunger and malnourishment, to the abandonment of rural areas, and to migratory pressures.

Sustainable agriculture

In encouraging food exports to the South, the EU has provoked competition between subsistence farming (mainly of small farmers and women) and cash crops for export (dominated by corporations, often

European). The farm tenancies of the cash crop system threaten essential elements of food security, such as land, water, seed and biological diversity.

Our proposals

The EU must respect the right to food in its entire policy framework. In particular, it should decline to support food exports that compete directly or indirectly with subsistence agriculture. The EU's agriculture policy must take into account the basic interests of developing countries. It should halt the cut-price exports that threaten food security. In this way it can also lessen the volatility of food prices.

Natural Resources

A country's effective development relies heavily on sufficient access to its natural resources. The EU is doubly concerned with this issue. It imports natural resources to stimulate its own economy and it exerts political influence on development decisions in poorer countries. An analysis of the EU's policies in this matter illustrates the tensions resulting from this double perspective.

Natural resources and peace

The economic potential of natural resources often leads to conflicts. Good management of such resources is therefore fundamental to peace and to the stability of the state itself. It must foster equity in the sharing of profits.

Natural resources and development

The effective governance of natural resources can provide for a state the means necessary for its own functioning. The EU's development assistance must be preserved from becoming primarily a framework of commercial agreements to its own advantage.

Natural resources and environment

Without binding regulations, whether in the host state or internationally, the exploitation of natural resources often entails severe environmental destruction, to the harm of local populations.

Our proposals

EU policies which touch developing countries must be coherent. Human rights in the recipient country count more than every economic factor.

EU policy on the importing of primary resources from developing countries must explicitly recognise the interests of those countries.

The EU should adopt binding regulations in respect of the social responsibilities of its transnational corporations. European courts need extra-territorial jurisdiction in respect of the overseas acts of European corporations. The EU should promote the adoption of equivalent global measures by the United Nations.

The EU should develop a certification system in respect of natural resources, so as to end their illegal exploitation.

Liberalisation of Trade

While the development policies of the EU aim to eradicate poverty, its trade policies seek to liberalise commerce in

goods, services and investment. This liberalisation has three negative results:

- it limits the capacity of governments to shape development policies affecting themselves;
- it prevents national authorities from protecting themselves against the destruction of their agriculture and industry, the loss of their tax revenue, and unfair competition on the part of foreign corporations;
- it favours the over-exploitation, even to the point of exhaustion, of developing countries' natural resources.

So far, the priority of EU policy has been the competitive advantage of European companies, even to the detriment of developing countries.

The EU's trade policies should promote sustainable development everywhere. People's basic needs come before commercial gain.

Our proposals

Every EU commercial contract must be based on justice and equity. Each contract is to be assessed for its socio-economic impact on the host population.

Food supplies, health care, education, water and energy are essential to human well-being. They must not be treated as subject to commercial criteria. Pressure from the international financial institutions on the poorest countries to liberalise goods and services must cease. Such liberalisation has been a frequent condition of international aid or debt relief. The EU's Economic Partnership Agreements should promote poverty reduction, sustainable development and regional integration. These agreements need to protect products and services essential to the national economy, which are thereby to be excluded from liberalisation. Any liberalisation must allow for sufficient transition periods.

More information about natural resources and European regulation

Full text on *EU politics and development* in French:
European Coalition for Corporate Justice
<http://www.corporatejustice.org/>

IPIS, International Peace Information Service
<http://www.ipisresearch.be/natural-resources.php>

CAFOD, Catholic Agency for Overseas Development
<http://www.cafod.org.uk/key-issues/mining>

Fatal Transactions
<http://www.fataltransactions.org/Dossiers/DR-Congo-Violent-mining-profits>

CIDSE, international network of Catholic development agencies
http://www.cidse.org/Area_of_work/?id=52

RAID, Rights and Accountability in Development
http://raid-uk.org/work/corp_acct.htm

Principles of Democracy

What is democracy?

How democracy functions depends on how people understand it. In particular, if democracy is interpreted to mean only that people struggle to gain a majority to secure their own interests, it will inevitably harm minorities.

There is, however, a richer understanding of democracy. Our faculty of reason enables us to allow other people and their thoughts to be 'represented within ourselves', so that we can put ourselves in their situation. We can choose to act towards others as we would wish them to act towards us.

This human ability to bear others in mind can turn our mind into a kind of parliament, where we have a seat and a voice not alone, but with others. Before making decisions, we can consider the interests of all concerned, so that the outcome minimises harm for all. By respecting this procedure, democracy in the political world, the rule of the majority, may genuinely promote the wellbeing of all.

The reasoned conviction that we are essentially persons and communities together, has underpinned the whole of this Memorandum.

Representative democracy

Europe's tradition is one of representative rather than of direct democracy. That is, people elect representatives to make policy on their behalf. In almost all European societies, referenda are exceptional events. We elect representatives for their own qualities, their perceived trustworthiness and skills. They are to use their own judgment, authorised by their election. They must be attentive to popular opinion, but are not puppets. There is nevertheless an alternation of power. The representatives who govern us will again be governed by us in the next election. Nevertheless – in an increasingly globalised world – representative democracy needs participative democracy as its counterpart. Participation is not about making final decisions, but about the possibility to contribute to the solution of problems. Representative and participatory structures reflect the principle that 'what concerns all may be treated by all'. Democracy needs well-informed citizens. Our representatives have a double task: to be competent in the issues to be decided, and to be open to people's participation. Structures for participative democracy are still scarcely established and embedded in the European Institutions.

Proportionality

The Treaty of Lisbon has a protocol on the application of the principles of proportionality and subsidiarity. All legal measures of the Union must be proportionate. To be proportionate means to take account of the need for any burden falling upon the Union, national governments, and other bodies to be minimised and commensurate with the objective to be achieved. We might add: burdens must be minimised for everyone, including people beyond Europe. European policy must have a universal horizon.

Subsidiarity

Subsidiarity is proportionality extended into the area of political method. Decisions are taken as closely as possible to those most affected by them. The higher authority in society should only intervene to strengthen the lesser authority, or when the lesser cannot resolve the problems. So, by the Treaty of Lisbon, the European Union restrains itself from intervening unnecessarily in decisions proper to member states. They in turn should respect regional and local decision-making. The application of the principle of subsidiarity is rarely self-evident, since local decisions often affect people far beyond the locality.

Our proposal

The structures of the EU are a complex mix of community structures (the Union acting as a whole), and inter-governmental structures (the member states acting in negotiation and sometimes in competition). The EU also has well-established instruments for consulting the regions. However, as a union of both states and citizens, the EU still needs to find adequate procedures for citizen participation.

Contact

Jesuit European Office
51 rue du Cornet
B – 1040 Brussels
tel: +32 (0)2 737 97 20
fax: +32 (0)2 737 97 29
email: info@ocipe.info
web: www.ocipe.info

Election statements we recommend

Conference of European Churches (CEC)

<http://www.cec-kek.org/pdf/EuropeUpdate22EPElectionsJune2009.pdf>

Christian Initiative for Europe (IXE)

<http://www.initiative-ixe.eu/Call-to-the-citizens-of-Europe-on.html>

Africa-Europe Faith and Justice Network (AEFJN)

http://www.aefjn.org/index.php?option=com_content&task=view&id=428&Itemid=64

See also the European Parliament's election website

<http://www.europarl.europa.eu/elections2009/default.htm>

A **brief declaration** on the European Elections by the bishops of COMECE

http://www.comece.org/comece.taf?function=pub_comece&id=1&language=fr

INITIATIVE DE CHRÉTIENS POUR L'EUROPE (IXE)

Appel lancé aux citoyens européens à l'occasion des élections européennes de juin 2009

Surmonter la crise et les défis des temps actuels grâce à une Europe plus unie, plus solidaire, plus ouverte sur le monde

A l'heure où les citoyens européens vont envoyer de nouveaux députés au sein du Parlement, chacun pressent que nous vivons des moments particulièrement lourds de difficultés mais aussi déterminants pour notre propre avenir et pour celui de nos enfants.

Les signataires, issus de pays de l'Union Européenne ou candidats à l'adhésion, lancent un appel : l'Évangile et les traditions qui s'en réclament nous proposent de déchiffrer ces signes des temps qui invitent à changer nos vies pour que puisse advenir une société plus humaine et respectueuse du bien-être de tous. Seule l'Europe unie peut répondre aux défis actuels en exprimant ses valeurs profondes de solidarité, de justice et de paix dans le monde.

Prenons conscience de notre responsabilité personnelle dans la construction européenne.

Après une longue période d'incertitude, les Européens aspirent à se rassembler. En même temps, l'Europe est atteinte de plein fouet par la crise financière, économique et morale, autant que spirituelle, qui affecte aujourd'hui le monde entier. La confiance perdue ne reviendra qu'au prix d'un sursaut général dans lequel l'Europe a une place capitale à tenir, alors même que les institutions sont affaiblies par les aléas qui pèsent encore sur le processus de ratification du traité de Lisbonne.

La crise planétaire est une rude épreuve à traverser, spécialement pour les plus démunis parmi les hommes et les nations. Mais elle constitue en même temps une occasion unique de réorienter nos économies et opérer une mutation de nos comportements. Elle ouvre aussi à l'Europe la possibilité de s'affermir sur de nouvelles bases, à condition que nous maintenions en éveil notre capacité de résistance aux adversités, notre vigilance à préserver les valeurs qui forment depuis l'origine le terreau de cette construction originale au sein de l'humanité toute entière.

Mettons en œuvre dès que possible les dispositions du Traité de Lisbonne

Pour permettre à l'Europe, dans ce contexte de crise économique, de jouer pleinement son rôle sur la scène internationale et de se doter d'institutions démocratiques et efficaces, nous invitons tout d'abord nos gouvernements et les citoyens européens à soutenir l'entrée en vigueur du Traité adopté à Lisbonne par les chefs d'État et de gouvernement : il donne de réels moyens d'action et un fondement plus solide à la recherche en commun de solutions adaptées. Nous nous réjouissons à cet égard que l'Irlande ait accepté de reconsidérer son vote négatif.

Ce Traité, il faut le reconnaître, est d'une rédaction complexe et pas toujours accessible au lecteur non averti, comme tout texte issu de délibérations entre 27 pays ; pourtant, comme jamais auparavant, le Traité prend des positions non ambiguës sur les valeurs fondamentales de l'Europe et entend doter l'Union Européenne de processus permettant des décisions plus efficaces dans le contexte de l'Europe élargie. Ce même traité conditionne aussi la capacité de l'Union Européenne à être un pôle de stabilité, de solidarité et d'ouverture vers l'Est et vers le Sud.

Malgré l'absence de mention des racines chrétiennes de l'Europe, nous accueillons positivement les affirmations de ce Traité qui sont, de fait, inspirées de la pensée et des valeurs chrétiennes. Ainsi, pour la première fois le Traité expose explicitement que la dignité humaine est la première des valeurs de l'Europe, devant la liberté, la démocratie, l'égalité. Il rappelle que les objectifs de l'Union incluent la paix, le plein emploi, le développement durable, le commerce libre et équitable, l'élimination de la pauvreté, la protection des droits de l'Homme et le respect et le développement du droit international. La notion de solidarité – terme rarement utilisé en droit communautaire auparavant – y devient centrale.

La Charte des Droits Fondamentaux, qui forme un tout avec le Traité, combine les droits fondamentaux classiques avec les droits sociaux; elle garantit ainsi, entre autres, l'accès à la sécurité sociale, à l'assistance

sociale et au logement ; elle garantit aussi la protection de la famille, les droits des enfants, des personnes âgées et des handicapés, le droit d'asile, les principes de bioéthique tels que l'interdiction du clonage reproductif, des pratiques eugéniques, de l'utilisation du corps humain à des fins commerciales, etc.

Le Traité protège le statut des Eglises établies en Europe selon le droit national, il reconnaît leur identité et contribution spécifique, et invite l'Union à maintenir un dialogue ouvert et régulier avec elles.

Enfin, le Traité prévoit entre autres le renforcement des pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux, une plus grande transparence, une participation plus directe des citoyens, un partage plus clair des compétences et un meilleur contrôle de la subsidiarité.

Parce qu'il renforce l'efficacité et la légitimité démocratique de l'Union, le Traité donne à l'Europe la capacité à relever ce qui nous semble constituer trois défis majeurs des temps actuels, **la mondialisation, le changement climatique, l'évolution démographique.**

Pour faire face à la mondialisation de l'économie, construisons une Europe plus solidaire

La mondialisation des relations commerciales et financières a connu un essor foudroyant au cours des deux dernières décennies. Mais tous n'ont pas profité des fruits de la croissance, loin s'en faut. Chacun peut en effet observer aujourd'hui la défaillance d'un système dominé par une multiplication effrénée des instruments financiers, marquée par un manque de régulation, de transparence et de responsabilité des acteurs. De même observe-t-on la renaissance de tentations protectionnistes et, au sein même de l'Union Européenne, de réflexes du type chacun pour soi. Pour éviter de tels déséquilibres, nous sommes plus instamment invités à mettre l'économie au service de l'homme et de tous les hommes. Ce qui signifie valoriser le travail humain, promouvoir l'entreprise et restaurer le rôle de l'Etat comme gardien de l'intérêt général. Le modèle européen de l'économie sociale du marché doit être modernisé face aux nouvelles réalités. Sa vocation à concilier efficacité économique et justice sociale, égalité de chances pour tous et solidarité doit être renforcée. Cette solidarité ne peut s'arrêter aux frontières nationales, mais doit bénéficier de l'irremplaçable expérience communautaire acquise sur le terrain au fil des ans et se montrer plus audacieuse dans la défense des intérêts des plus vulnérables. De ce fait et compte tenu de son rôle de grande puissance, l'Union Européenne a vocation à promouvoir une politique de régulation mondiale, soutenue par des structures internationales de gouvernance et par le renforcement des instruments de contrôle. Parmi ceux-ci, le FMI, l'OMC, le système des Nations Unies doivent jouer un rôle essentiel, tout en assurant aux pays émergents et aux pays pauvres, et spécialement ceux du continent africain, la part qui doit leur revenir dans les décisions.

Pour faire face au changement climatique, construisons une Europe plus respectueuse des générations futures

Un changement climatique majeur est en cours, les conséquences pour les générations futures sont manifestes et la responsabilité humaine est engagée. Comme chrétiens, nous croyons que la Création nous a été confiée par Dieu et que nous en sommes les « intendants » et les utilisateurs responsables. Pourtant les pays industrialisés et d'autres à leur suite adoptent encore des méthodes de production et un mode de vie qui conduisent à une exploitation effrénée des ressources disponibles. Nous le savons, les conséquences du changement climatique telles que les tempêtes, les inondations, ou les sécheresses touchent d'abord les pays pauvres et attisent les conflits pour l'accès à la nourriture et à l'eau.

Désormais il est admis et reconnu que cette situation ne peut être maîtrisée qu'au prix d'une réorientation de la croissance économique afin de réduire la consommation d'énergie et plus généralement des ressources naturelles non renouvelables. Seule l'Europe unie est à même d'engager les initiatives courageuses, mais nécessaires malgré la crise financière et économique. Nous saluons les décisions déjà prises à cet égard, mais pensons qu'il faut aller au-delà. Chacun de nous est amené à contribuer personnellement à cet effort et à reconnaître qu'un autre mode de vie s'impose en particulier dans les pays industrialisés. Retrouver une certaine frugalité dans la consommation des biens et dans nos déplacements, c'est d'abord éviter un bouleversement écologique ; mais c'est aussi une chance à saisir pour nous détourner d'une vie trop matérialiste et nous ouvrir davantage à la richesse des relations interpersonnelles.

Pour faire face au défi démographique, construisons une Europe plus généreuse

Le troisième grand défi auquel sont confrontés la plupart des pays d'Europe, c'est le défi démographique que posent à la fois le vieillissement et la diminution de nos populations. Au plan international, l'Europe est aujourd'hui le continent le plus concerné. Parmi les conséquences socio-économiques de ces changements démographiques figurent la surcharge de nos systèmes sociaux, le manque de main d'œuvre à moyen terme, l'augmentation de la dépendance et de l'isolement social dus à l'âge, l'accroissement des conflits potentiels entre générations. Les raisons de cette situation sont multiples, mais les réponses à ce défi supposent avant tout une attention accrue au bien-être des familles, cellules névralgiques de nos sociétés, et à celui des jeunes générations. Les pays membres, tout autant que l'Union Européenne dans le cadre de ses compétences propres, doivent veiller à l'épanouissement de la vie familiale, la promouvoir, la protéger. Il s'agit de créer les conditions pour permettre aux parents de réaliser leur désir d'enfants et de concilier vie familiale et vie professionnelle. A cette fin, l'ensemble des politiques doivent être mobilisé : santé, éducation, emploi ; c'est la société tout entière qui doit être sollicitée pour donner toutes leurs chances aux jeunes générations et valoriser le rôle des seniors. Aujourd'hui trois quarts environ du taux de la croissance de population en Europe sont dus à l'immigration internationale. Ce phénomène d'immigration va se poursuivre du fait de la nécessité de compenser au moins partiellement le ralentissement démographique. Il importe donc d'engager nos sociétés à intégrer les migrants et à promouvoir davantage la diversité.

Plus généralement, les politiques de la famille ou de l'immigration ne peuvent être seulement dictées par des nécessités économiques. Le souci de l'immigration choisie ne saurait prévaloir sur le respect du droit de chacun à vivre en famille. Les enjeux de la politique d'immigration, tout comme ceux du maintien de la diversité ethnique, culturelle et religieuse de nos sociétés, touchent en général au sens de l'accueil et de l'hospitalité et nous engagent, particulièrement si nous sommes chrétiens. Il faut l'admettre cependant, les institutions européennes ont pu sembler mettre en péril l'intégrité de la cellule familiale. Le risque existe de voir niée l'altérité des sexes et refusée toute différence entre les fonctions paternelles et maternelles. Il importe à cet égard, de souligner que ni les traités européens actuels, ni le Traité de Lisbonne n'autorisent l'Union à légiférer en matière de droit de la famille et de droit à la vie : ils continuent à relever de la responsabilité exclusive des Etats.

Nous appelons en définitive tous les citoyens européens, et en particulier les chrétiens, à intervenir en toute responsabilité dans le débat démocratique européen

Citoyens européens, participons aux élections de juin 2009. Prenons conscience des enjeux de la construction européenne et mesurons l'espoir que celle-ci continue de représenter pour assurer la paix et la justice à l'échelle mondiale. Exigeons des diverses formations politiques qu'elles expriment pour ces élections une véritable vision européenne ; soutenons les candidats déterminés à défendre au parlement les politiques inspirées par le respect de la dignité humaine, dans la perspective d'une Europe plus solidaire, plus respectueuse des générations futures, plus généreuse.

Electeurs responsables lors du prochain scrutin, restons insensibles aux slogans populistes. La construction européenne est à nouveau un enjeu central pour les Européens et le Parlement a, plus que les autres institutions communautaires, la mission d'incarner les citoyens. Jamais autant qu'aujourd'hui la vocation de l'Union Européenne à être acteur de paix dans sa région et pour le monde n'a été aussi manifeste. Faisons en sorte qu'elle ne manque pas son rendez-vous avec l'histoire !

- | | |
|---------------------|--|
| Jérôme Vignon | Président des Semaines Sociales de France (SSF) – France |
| Hans Joachim Meyer | Président du Comité central des catholiques allemands (ZdK) – Allemagne |
| Michel Camdessus | Président d'honneur des Semaines Sociales de France (SSF) – France |
| Henryk Woźniakowski | Président de la maison d'édition ZNAK – Pologne |
| Andrea Olivero | Président des ACLI - Associations Chrétiennes des Travailleurs Italiens – Italie |
| Hein Pieper | Directeur du Katholiek Network – Pays-Bas |
| Antoine Arjakovsky | Directeur de l'Institut d'Etudes Œcuméniques de Lviv, Université catholique de l'Ukraine, Président de la Semaine Sociale Œcuménique de Lviv – Ukraine |
| Neven Šimac | Vice-président du Centre de documentation et recherches européennes Robert Schuman, Zagreb/Split – Croatie |
| Anna Moskwa | Centre Européen de Rencontre - Fondation Nowy Staw – Polen |
| Peter Grubits | Secrétaire général de l'Action Catholique de l'Autriche (KAÖ) – Autriche |

Pierre Lecocq	Président d'UNIAPAC Europe - Union Chrétienne Internationale des Dirigeants d'Entreprise – Paris
Peter Annegarn	Président du Conseil Interdiocésain des Laïcs (CIL) – Belgique
Josiane Caproens	Présidente du Conseil Pastoral Interdiocésain (IPB) – Belgique
Carine Devogelaere	Coordinatrice du Conseil Pastoral Interdiocésain (IPB) – Belgique
Frank Turner SJ	Directeur d'OCIPE - Jesuit European Of. ce – Bruxelles
Henri Madelin SJ	OCIPE - Jesuit European Of. ce – Strasbourg
Violeta Barbu	Membre IXE – Roumanie
Pedro Sols Lúcia et María Luisa Lladó Hädinger	Membres IXE – Espagne
Anne van der Vaeren	Membre IXE – Belgique
Pierre Deschamps	Président des EDC - Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens – France
Tomáš Halík	Président de l'Académie Chrétienne Tchèque – Prague
Michel Van Aerde OP	Directeur de l'association dominicaine ESPACES – Bruxelles
Ignace Berten	ESPACES – Bruxelles
Markus Schlagnitweit	Directeur de l'Académie Catholique Sociale de l'Autriche – Autriche
Clotilde Nyssens	ALTERCITÉ – Belgique
Francis Davis	Institut Von Hugel, St. Edmund's College, Université de Cambridge – Grande-Bretagne
Yves Coulomb	Président du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC) – France
Llorenç Puig i Puig SJ	Directeur de Cristianisme i Justícia– Espagne

Qui sommes nous ?

Au cours des années 90, de nombreuses organisations représentatives du catholicisme social en Europe ont acquis la conviction qu'il n'était plus possible de ré. échir et de débattre sur des questions sociales ou sur des problèmes de société sans les placer dans le contexte européen.

C'est à partir de cette constatation que les *Semaines Sociales de France (SSF)* et le *Comité central des Catholiques Allemands (ZdK)* se sont rapprochés en 1999 et ont publié, en mai 2000, un manifeste intitulé « **Pour une conscience européenne** » (disponible en 7 langues sous : <http://www.zdk.de/erklaerungen/>).

Ce fut le point de départ d'un partenariat entre les deux organisations pour offrir aux chrétiens des différents pays européens des rencontres régulières. Ils se sont ainsi retrouvés lors de nombreuses rencontres dans des villes européennes, notamment à Bruxelles en janvier 2001, à Berlin en février 2002, à Cracovie en mars 2003, à Lille en 2004, à Sarrebruck en 2006,...

Un **Groupe de Travail Européen** fut créé en juin 2002 ; il prit en mars 2006 le nom d' « **Initiative de chrétiens pour l'Europe** », avec le sigle **IXE**. Une activité importante du Groupe fut la rédaction d'un manifeste intitulé « **Retrouvons le sens de la construction européenne** », document publié à l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de Rome en mars 2007, disponible en 9 langues disponibles à l'adresse suivante : http://www.ssf-fr.org/actu/2007/manifeste_ixe.php3

IXE se fi xe quatre objectifs majeurs :

Permettre à des chrétiens d'Europe, soucieux de porter le message social de l'Eglise, de se connaître et de mieux assumer leurs différences historiques et culturelles,
Engager un dialogue avec la société et exprimer des positions sur les thèmes qui engagent l'avenir de celle-ci au niveau européen,
Susciter la réflexion sur l'évolution de la construction européenne, en dialoguant notamment avec les institutions nationales et communautaires,

Prêter son concours à l'organisation de manifestations à vocation européenne sur des thèmes actuels de société. D'une façon générale, les membres de IXE se proposent de promouvoir dans les débats nationaux une prise de conscience européenne plus vive.

Les membres de IXE

A la date de mise à jour de cette présentation, le Groupe IXE réunit des membres originaires des pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Ukraine ; le Groupe comprend aussi un observateur de la COMECE.

Contacts

Zentralkomitee der deutschen Katholiken (ZdK), Generalsekretariat, Postfach 24 01 41, D 53154 Bonn; Sigrid Schraml: +49 228 3 82 97 34, contact@initiative-ixe.eu

Semaines Sociales de France (SSF), 18 rue Barès, F 92128 Montrouge: +33 1 74 31 69 00;
Bernard Chenevez: +33 1 74 07 56 70, bernard@chenevez.fr

Conseil Interdiocésain des Laïcs (CIL), rue Guimard I, B 1040 Bruxelles;
Peter Annegarn: +32 2 511 12 59, info@cil.be
www.initiative-ixe.eu

IXE c/o Zentralkomitee der deutschen Katholiken (ZdK) Generalsekretariat

Postfach 24 01 41 D 53154 Bonn

Tel.: 49 2 28 / 3 82 97 – 0 Fax: 49 2 28 / 3 82 97 – 44 E-Mail: info@zdk.de internet: www.zdk.de

[\(SOMMAIRE\)](#)

Nouvelles sur le projet "Sécurité Alimentaire" pour la population de Patacamaya (Altiplano Sud) en Bolivie

Ce projet (construction de deux serres solaires pour la production de légumes et d'un poulailler) dont l'objectif est d'améliorer la qualité de l'alimentation des familles pauvres et des enfants orphelins de Patacamaya, ville-village de l'Altiplano Sud en Bolivie a été présenté au début de cette année aux communautés du Foyer Catholique Européen. Le Foyer est heureux d'annoncer que la somme nécessaire à sa réalisation (4330 Dollars USA) a été recueillie grâce à la générosité de ces communautés.

Le montant a été envoyé à Mons. Toribio Ticona, l'évêque bolivien indien, responsable de la Prélature de Corocoro de l'évêché de Patacamaya.

Le projet a démarré et nous aurons des nouvelles de son développement.

Merci pour votre solidarité.

Merci à tous,

Angelica De Agazio

[\(SOMMAIRE\)](#)

AGENDA DES COMMUNAUTÉS

Mai 2009

13 mai Assemblée générale du Foyer 20 30 h

15 mai Conseil pastoral international du Foyer 19 00 h

Adresses:

Foyer Catholique européen – Rue du Cornet 51 – 1040 Bruxelles

Chapelle de la Résurrection – Rue Van Maerlant 22-24– 1040 Bruxelles

[\(SOMMAIRE\)](#)

Messe Communautaire internationale

La Messe Communautaire aura lieu le

30 mai à 18h30 à la Chapelle du Foyer

[\(SOMMAIRE\)](#)

Communauté italienne

Orario delle messe:

Sabato ore 18.00 presso il Foyer – Rue du Cornet 51 – 1040 Bruxelles (escluso l'ultimo sabato del mese)

Domenica ore 11.00 Saint François – Av. Père Damien 31 1150 Bruxelles

Lectio Divina: Vangelo di GIOVANNI

Info: antonio.delcore@gmail.com

Martedì 26 Maggio

Gruppo giovani: La figura di S. Paolo

Martedì 12 e 26 Maggio

Info e conferme cena: giovani_foyer@yahoo.it (entro ore 17.30 del martedì stesso)

Altri impegni

- **Domenica 17** maggio: uscita comunitaria a Malines con partecipazione alla famosa processione mariana di Notre Dame de Hanswijk. con i gruppi in costumi folkloristici dell'epoca (sec. XIII).
-
- Programma della giornata: . (vedere allegato)
- **Domenica 3** e **domenica 10 maggio** alle ore 9,30 a San François: le Prime Comunioni 2009.

- **Sabato 30 maggio** alle ore 15,00 nella Chiesa di S.Marco a Uccle, avenue de Fré : Cresime del Foyer

Info ed iscrizioni: incontriamoloinsieme@gmail.com , sorbi.c@gesuiti.it;

Comunidad hispanófono en el mes de mayo 2009

Misa del domingo los sábados 2, 9, 16, 23 de mayo a las 19h15.

El día 30 de abril: misa común internacional a las 18h30.

Catequesis de preparación a la confirmación 8 y 29 de mayo. La confirmación se celebrará el día 30 en San Marco, Av. De Fré, 76 - 1180 Uccle, 15h00.

Catequesis de preparación a la primera comunión: 9 de mayo, 17h00.

Charla teológica los sábados 3, 16 y 23 de mayo a las 17h30 en el despacho del P. Peter Knauer (2º piso).

Rocío: Como ya es tradicional, el próximo 3 de mayo, tendrá lugar la Peregrinación al Santuario de la Virgen del Corazón de Oro (Beauraing, Bélgica), lugar donde culminó la primera etapa del Camino europeo del Rocío y donde el coro rociero cantará en la misa de las 12h00. Al término de la misma, los peregrinos compartirán una comida de confraternidad.

Este año cabe la posibilidad de pernoctar en el albergue del santuario la noche del sábado 2 de mayo, lo que permitiría disponer de un fin de semana en ese magnífico lugar. Dado que el número de plazas es limitado y de que tenemos que hacer la correspondiente reserva con una cierta antelación, los interesados deben de ponerse en contacto, lo más rápidamente posible, con pepimor2009@hotmail.com, o también con rociobruselas-secretaria@skynet.be

En este mes no habrá misa con el coro del Rocío en el Foyer. Pero sí habrá la comida de romeros el domingo 10 de mayo hacia las 14h00.

[Hermandad de Nuestra Señora del Rocío](#)

Os invitamos a tomar nota de las siguientes actividades programadas hasta el mes de junio próximo:

3 de mayo, 12h, Peregrinación al Santuario de Beauraing (Bélgica), primera etapa del Camino europeo del Rocío. Misa en el Santuario de la Virgen del Corazón de Oro, seguida de una comida de convivencia de los peregrinos.

9 de mayo, hora a confirmar, Misa de Romeros en la Basílica Nacional del Sagrado Corazón (Koekelberg).

29 de mayo - 1 de junio, Romería de Pentecostés, Aldeal de El Rocío (Almonte, Huelva)

13 de junio, 19h00, Misa y cena rociera, lugar: Foyer Catholique Européen (rue de Cornet, 51, métro Schumann).

14 de junio, hora a confirmar, participación en la procesión de todas las comunidades adscritas a la Basílica Nacional del Sagrado Corazón (Koekelberg).

20 de junio, hora a confirmar, Fin del curso 2008-09 del Foyer Catholique Européen, Misa y cena de convivencia de todas las comunidades del Foyer en Bossut (Bélgica).

Communauté polonaise

3, 10 et 17 mai - messes à 10h00 et à 20h00 (*)

21 mai - pas de messes

**24 mai - messe à 10h00 Première Communion
et à 20h00 (*)**

Dominicains: Avenue de la Renaissance 40

(*) Foyer Rue du Cornet 51 1040 Bruxelles

INFO :

fr. Marian Wojciechowski op

1000 Bruxelles

tel. 02 743 09 76

(SOMMAIRE)

LINKS:

Foyer: <http://www.fce.be>

Communauté italienne: <http://www.gesuiti.it/mission3/>

Hermandad de Nuestra Señora del Rocío:

<http://rociobruselas.blogspot.com/>

Communauté polonaise: <http://ocipe.ee.pw.edu.pl/>

SCOUT: [Unité Scouts St. Benoît](#)

Diocèse de Bruxelles: <http://www.catho-bruxelles.be/>



Nous avons besoin de votre aide!!!!

Nous vous invitons à lire pour comprendre mieux!

COMMUNITAS est

Le Bulletin du Foyer Catholique Européen

Le FCE est une association laïque sans but lucratif de droit belge. **Il ne bénéficie d'aucune subvention et il vit exclusivement des dons de ceux qui en apprécient les initiatives et qui en partagent l'objet statutaire d'être:** « *un centre de rencontre, de réflexion, de formation, d'action et de célébration au service d'une pastorale catholique européenne, dans un esprit oecuménique et social à l'intention des personnes attachées aux institutions de l'Union Européenne et aux milieux internationaux de Belgique, ainsi que de leurs familles* »

Vos dons sont nécessaires!!!!!!!

Votre soutien financier au Foyer Catholique Européen peut être assuré de deux manières:

A) **Soit par un don ponctuel** par virement sur **le compte bancaire :**
210-0370661-76

**du Foyer Catholique Européen,
51, rue du Cornet
1040 Bruxelles**

Données internationales :

Code IBAN : BE91 2100 3706 6176 — Code BIC : GEBABEBB

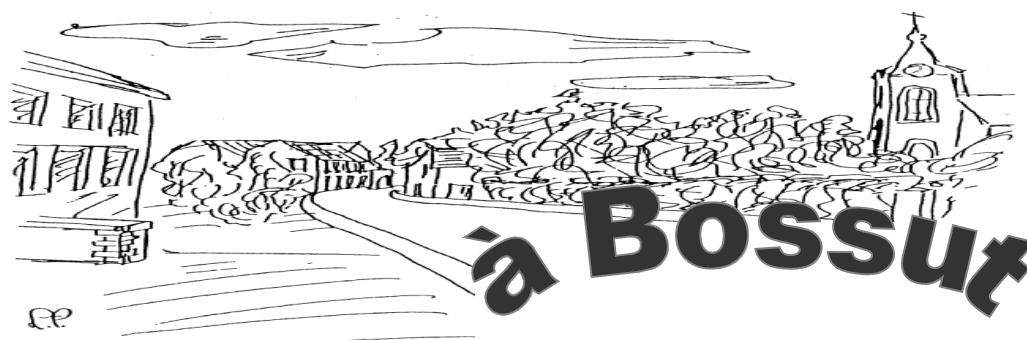
B) **soit par un don étalé dans l'année** (mensuel ou trimestriel) au moyen d'un ordre permanent à remettre à votre organisme financier.

Quel que soit votre choix, nous vous en remercions très cordialement!!!!

(SOMMAIRE)

BOSSUT 2009

FÊTE **C** HAMPÊTRE D' **E** TÉ
OYER **ATHOLIQUE** **UROPEËN**



Samedi 21 juin 2008

AU PROGRAMME :

- 15 00** Accueil, thé, café, promenade au village
- 16 30** Activités diverses
- 18 00** Eucharistie internat. d'action de grâce à l'église du village
- 19 30** « Buffet dégustation » - Barbecue - Dessert
- 20 30** Feu de la St Jean, chants, danses

Il est souhaitable d'annoncer sa participation au secrétariat du Foyer
avant le 17 juin
et de retenir dès à présent les places pour le repas
(cela facilitera l'organisation).

Par téléphone : 02/233.53.10, par fax: 02/230.05.56 ou par e-mail: fce@skypro.be

Pour tout renseignement supplémentaire, contactez le Foyer Catholique Européen.

- ⑦ Guetter après 3 km la pancarte
« Bossut » sur la droite.
- ⑧ Parking pour les voitures dans le village
(près de l'église).

Domenica 17 maggio 2009
Uscita di Comunità
al seguito della processione
della Madonna di Hanswijk
Malines

Programma

Ore 11.00: Celebrazione della S: Messa presso la Chiesa di St. François – av. Père Damien 31 - Bxl

Ore 12.30: Per chi lo desidera partenza in gruppo dopo la messa, trasferimento alla Stazione Centrale e partenza per Malines con il treno delle ore 13.38 (Prevedere il pranzo al sacco)

Ore 14.00: (In alternativa) Ritrovo alla Stazione Centrale di Malines

Ore 15.00 Processione di Hanswijk attraverso il centro di Malines

Ore 17.00 Celebrazione finale nella Basilica d'Hanswijk

Rientro previsto a Bruxelles entro le ore 19.00

Per informazioni

P. Carlo Sorbi sorbi.c@gesuiti.it - 02 2335317
Gloria Nardini: gloria.nardini@virgilio.it - 0477753445